

# Jour de Vérités

Posté le : 6 novembre 2012 17:49 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile  
Catégorie: Actualité chaude, Concepts fondamentaux, Crise systémique, Attitudes, Economie et politique

Il arrive toujours que la réalité se venge de ceux qui la nient, l'ignorent ou simplement ne la comprennent pas. Il suffit généralement d'attendre.

Pour Sarkozy, Hollande et Obama, l'heure de vérité sonne avec une certaine stridence.

Pour Sarkozy, on pourrait croire l'affaire réglée depuis la perte des dernières élections. La question de l'inventaire a été éludée. Les deux candidats à la Présidence de l'UMP font des concours à celui qui sera le plus sarkoziste. Une certaine affection lui reste acquise dans des plages assez larges de l'électorat de l'UMP.

Le rapport Gallois signe néanmoins une forme d'enterrement de première classe pour la prétention de la droite à avoir bien géré le pays depuis 10 ans. La dérive de la dette, de la dépense publique, de la fiscalité s'est accompagnée d'un effondrement de nos positions économiques et de notre compétitivité.

On s'aperçoit bien qu'en l'absence de toute prise de conscience suffisante des contraintes internationales, du danger des fausses facilités de l'Euro, et de la perte progressive de notre industrie, nous avons eu d'abord le lamentable « ni-ni » chiraquien puis la fausse rupture de Sarkozy.

On aurait attendu traditionnellement d'une droite proche du « business », de la croissance, du respect des initiatives entrepreneuriales qu'elle mette la France en ordre de marche dans la compétition internationale. Elle n'en a rien fait.

Comme nous n'avons cessé de l'écrire, le « trop peu trop tard » a été la règle.

Aucune des trois anomalies françaises, un secteur public hypertrophié, une économie vacancière, des prélèvements hystériques et bien trop concentrée sur l'entreprise, n'a réellement été traitée avec l'énergie nécessaire.

La RGPP était un gratouillis ridicule là où il fallait la hache de guerre. Le mille feuilles administratif n'a pas bougé sinon à la marge.

La retraite à 60 ans et les 35 heures, ainsi que le carcan de législation sociale aberrante, n'ont pas été modifiés assez tôt et assez fort. Finalement, le rapprochement entre retraite publique et retraite du privé n'est toujours pas fait, l'allongement de deux ans seulement de l'âge légal de départ à la retraite ne résout rien durablement. Et on a laissé filer la productivité et la compétitivité.

On n'a pas osé mettre en œuvre la TVA sociale et conservé sur le travail l'essentiel du poids de notre système de sécurité sociale.

Les grandes réformes : transformation de l'ISF en tranche supplémentaire de l'IR, système unifié de retraites, avec retraite à taux plein à 67 ans, durée légale du travail à 40 heures, suppression du régime des intermittents du spectacle, restriction des facilités syndicales bloquantes, réduction de l'absentéisme du secteur public, TVA sociale, suppression du département, limitation de la couverture socialisée du petit risque, réduction de l'économie publique à 20 au lieu de 25% du PIB, maîtrise de la dépense des régions et des municipalités, ont été éludées pendant 10 ans,

Ces mesures auraient du être prises même si la crise mondiale ne s'était pas déclenchée. Elles devenaient absolument criantes avec la crise.

C'est ce manque de courage politique qui est devenu, aujourd'hui, criant. Le temps perdu ne se rattrape jamais.

Pour Hollande et le PS l'heure de vérité sonne aussi. Le programme électoral était totalement contraire à l'intérêt national. Il niait la crise. On prétendait donner du temps au temps et attendre la production de rapport pour « réformer en profondeur ». Les rapports arrivent et on « ne se sent pas engagé » par leur contenu. Le matraquage fiscal des « riches » et des entreprises se voyaient comme une formidable diversion qui aurait permis de rendre heureux les masses tout en remboursant la dette et en évitant de réduire la dépense publique. On a bloqué toute l'économie et toutes les décisions d'investissements. Et pour une part désespéré le pays tout entier. Ce dynamisme fiscal socialiste outré et ciblé doublé d'une inaction totale sur le reste du spectre de l'action gouvernementale possible, rend la suite quasiment impossible. On ne peut pas tuer l'entreprise et les entrepreneurs tout en misant sur une reprise de l'économie et des emplois « round the corner » !

On a tellement rétréci la couverture que dès qu'on la tire dans un sens on découvre le lit dans l'autre. Dette, emploi, exportations forment désormais un triangle impossible. Hollande est dans une impasse totale qui fait hurler même les économistes officiels. Aucune des mesures indispensables n'est plus possible soit pour des raisons politiques, soit pour des raisons psychologiques, soit par l'effet des contradictions majeures des politiques suivies. La France avait besoin de tout sauf de Hollande et du PS dans sa fâcheuse situation actuelle. L'impasse est totale.

Oublions un instant l'Europe, au moment même où la crise s'aggrave partout dans les pays dits du « club med' ».

Les agences de notation qui avaient distribué des notes totalement irréalistes à des produits financiers totalement artificiels et trompeurs, connaissent aujourd'hui même leur jour de vérité : elles devront payer pour leurs fautes d'appréciation !

Même Obama est dans la seringue. Il sera sans doute réélu mais il faudra bien qu'il explique un jour pourquoi en 5 ans, il n'y a pas eu de reprise. Et ne rien faire d'autre que ce qu'il a fait ne mènera à rien. Il appartenait aux Etats unis de mettre fin au système des changes flottants. Ils ne l'ont pas fait. Les différentes reprises annoncées se sont trouvées chimériques et le taux de chômage est toujours historiquement élevé. Sa seule chance c'est que Romney (imitant Hollande) ne dit pratiquement rien sur rien et notamment pas sur ce qu'il faut faire en matière de coopération économique internationale. Autant dire que ces élections américaines sont en fait des élections pour rien malgré le tapage fait en France par des médias couchés devant les Etats-Unis. Comme Hollande les deux candidats espèrent que la reprise est « round the corner » sans n'avoir rien à faire sinon un peu de chaleur électoraliste.

Les dirigeants du monde, de droite ou de gauche, américains ou non américains, français ou européens, croient qu'il est encore possible de fonctionner avec leurs petits réflexes politiques habituels dans un système de liberté absolue des mouvements de capitaux, de prêts régulés par l'avis des agences de notation, de monnaies administratives flottantes permettant des déficits et des excédents monstrueux, de gestion de zone de monnaie unique par une norme renforcée. Ils se trompent.

Rien de tout cela n'est possible. La durée de la crise le prouve, en même temps que l'inanité des politiques menées depuis 2007. Les contradictions sont désormais nouées autour du cou des nouveaux responsables. La suite montrera que faute de dénouer les nœuds gordiens là où ils sont, les politiques fondées sur les habitudes politiciennes traditionnelles ne mèneront à rien de bon.

Les Etats-Unis seront bientôt paralysés par leurs déficits monstrueux. Si on contraint les agences de notation à dire la vérité alors elles devront conclure à la faillite virtuelle de tout le système financier mondial. L'Europe est en train de sombrer dans un cercle vicieux. La France est plantée dans un mur fiscal dont les éboulis écrasent tout ce qui reste d'un peu vivant.

Le blocage est désormais presque total, presque partout.

C'est cette vérité qui s'est faite désormais jour.

L'autre vérité qui elle se révélera plus tard est que cette situation est extrêmement dangereuse pour tout le monde et que de gros dégâts sont à venir si on ne parvient pas à surmonter les différents blocages américains, européens et français.

Didier Dufau pour le Cercle des économistes e-toile.